



## Le groupe de travail « Dialogue social » patine !

Convoquées à 10 heures le 9 octobre pour une réunion prévue pour durer la journée, les organisations syndicales de la DGFIP ont quitté la séance à 12 h 30 en exigeant de l'administration une approche plus constructive du dialogue social local et national.

Initialement prévue pour seulement examiner les nouvelles modalités de représentativité des syndicats dans les futures instances locales de la DGFIP, la réunion a été polluée d'une part par la lettre de M. Parini explicitant ses orientations en matière de conduite du dialogue social et d'autre part par l'annonce surprenante du représentant de l'administration concernant la décision du ministre sur le nombre de sièges du futur CTPC. (A ce sujet, certaines organisations syndicales réclament une dérogation visant à augmenter leur nombre de sièges voire leur permettant d'entrer au CTPC.)

### **L'Union SNUI-SUD Trésor revendique le renforcement du droit syndical**

Dans son intervention liminaire, l'Union SNUI-SUD Trésor a souhaité aborder le sujet du dialogue social sous tous ses aspects. En effet, si le cadre est important (nombre de sièges, organisation des débats...), le contenu l'est beaucoup plus. Nous avons donc réclamé que le terme « négociations » figure au moins au même rang dans la finalité du dialogue social que « information et recueil des positions des syndicats ».

L'Union SNUI-SUD Trésor a également exigé une traduction concrète du droit syndical et des pratiques dans la vie de tous les jours : locaux adaptés, matériel de qualité, délais de route, HTTI - HMI et visites de services sans entraves...

Nous avons aussi réclamé un bilan formel des nouvelles formes de réunions locales (Réunions/CTP conjoints et informels), même si elles sont transitoires, car trop de militants de l'Union butent encore sur l'autoritarisme déplacé de certains responsables départementaux.

Ensuite, sur les propositions contenues dans le dossier préparatoire sur les modalités de calcul des sièges dans les futurs CTP, l'Union SNUI-SUD Trésor a demandé et obtenu qu'une 4<sup>me</sup> simulation soit faite par l'administration. Celle-ci permettrait une plus juste représentativité des syndicats par rapport à leurs résultats électoraux que dans les 3 hypothèses présentées jusqu'alors. L'Union SNUI-SUD Trésor a une fois de plus dénoncé la constitution des « méga DLU » de 6 à 8 000 agents, plus grosse que toute la DGCCRF !

Enfin, nous avons jugé incorrect que l'administration profite de ce groupe de travail pour écrire au détour d'une fiche du dossier que les agents de la DGFIP auront un nouveau statut à l'issue du mandat des élus actuels en CAP, soit fin 2010.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor, il est inadmissible d'annoncer ainsi la fin des filières de gestion à court terme, sans discussion et alors que la Fonction Publique vient à peine de lancer un cycle de réunions sur le sujet des carrières et du statut général.

### **Vers un nouveau groupe de travail...**

Les syndicats FO du Trésor et de la DGI, particulièrement « sensibles » sur le sujet de la représentativité syndicale, ont demandé une suspension de séance pour annoncer aux autres syndicats leur décision de quitter sans délais le groupe de travail !

A la reprise, l'Union SNUI-SUD Trésor, au nom de l'intersyndicale DGFIP, a listé les 3 points qui devront être mieux préparés par l'administration pour le prochain groupe de travail :

- 1/ Le dialogue social local (CTP et CAP)
- 2/ Les orientations du DG sur le dialogue social
- 3/ Le droit syndical et les pratiques

Paris, le 9 octobre 2008.